

COMMUNE d' AVERMES

affiché le 13/01/22

Dossier n° PC 003 013 21 A0029	
Demande déposée le 05/08/2021 et complétée le 24/11/2021	
Demandeur :	COMMUNE D'AVERMES
Demeurant :	Place Claude Wormser 03000 AVERMES
Sur un terrain sis :	Place Claude Wormser 03000 AVERMES
Cadastré :	13 AR 637
Nature des travaux :	Réhabilitation et extension de l'ancien presbytère en une Maison des Habitants

PERMIS DE CONSTRUIRE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Le Maire d' AVERMES,

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 15/05/2007, modifié le 17/09/2015, mis à jour le 10/11/2017

Vu la demande de permis de construire présentée le 05/08/2021 par la **COMMUNE D'AVERMES**
et affichée en mairie depuis le 06/08/2021

Vu l'autorisation de travaux n° AT 003 013 21 A 0008 en date du 11/01/2022

Vu l'objet de la demande

- Pour la Réhabilitation et l'extension de l'ancien presbytère en une Maison des Habitants
- sur un terrain situé Place Claude Wormser
- pour une surface de plancher créée de 384 m²
- pour une surface démolie de 46 m²

Vu l'accord avec réserve de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 26/11/2021

Vu l'avis favorable de SIAEP Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable en date du 16/08/2021

Vu l'avis favorable avec réserve de Moulins Communauté - Compétence assainissement en date du 17/09/2021

Vu l'Arrêté de prescriptions archéologiques de DRAC Auvergne/Service Archéologie en date du 09/09/2021

Vu l'avis favorable de ENEDIS Auvergne en date du 25/08/2021

Considérant que le projet est situé dans le périmètre de protection de l'Église Notre Dame de la Salette ;

Considérant qu'en l'état, le projet est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur des abords du monuments historique ;

Considérant par conséquent qu'afin de préserver la qualité des abords du monument historique, d'en conserver les caractéristiques traditionnelles et de favoriser l'insertion du projet, des prescriptions s'avèrent nécessaires ;

ARRETE

Article 1 : Le présent permis de construire, valant permis de démolir, est **ACCORDE** sous réserve du respect des prescriptions suivantes ;

Article 2 : Pour ce qui relève de l'ancienne cure, les fenêtres à deux vantaux devront être réalisées en bois, à petits bois transversaux, avec des carreaux légèrement plus hauts que larges (barlongs).

Les volets seront à barre sans écharpe.

Toutes les menuiseries seront traitées dans un ton gris bleuté (ral 5014, ou similaire) ou de gris vert (ral 7002 ou similaire).

Les enduits seront de finition talochée ou grattée à grain fin de couleur beige ocré (T80 ou T60 de Parex ou similaire).

Article 3 : Pour ce qui relève des extensions contemporaines, les menuiseries seront traitées dans un ton brun rouge sombre.

Les enduits seront de finition talochée ou grattée à grain fin de couleur beige ocré et réalisée dans un ton plus clair que celui de l'ancienne cure.

Article 4 : Le projet faisant l'objet de prescriptions relatives à l'archéologie préventive, en application de l'article R.425-31 du code de l'urbanisme, vous ne pouvez entreprendre les travaux avant que ces prescriptions ne soient complètement exécutées.



Fait à AVERMES, le
Le Maire,

Pour le maire
et par délégation

Alain DENIZOT
Jean-Luc ALBOUY

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales. En application des dispositions de l'article R.424-15 du code de l'urbanisme, elle est affichée à la mairie à compter du jour de sa signature et pendant une durée de deux mois.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans le délai de deux mois le plus tardif soit à compter de la date de sa notification. A cet effet il peut saisir par voie postale le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux à l'adresse suivante : Tribunal administratif de Clermont-Ferrand, 6 Cours Sablon, 63000 Clermont-Ferrand. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s).

Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet [urbanisme du gouvernement](http://urbanisme.gouv.fr)) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet [urbanisme du gouvernement](http://urbanisme.gouv.fr), ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si

l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.